

25 mars 1999, France

Allocution à l'occasion du Rendez-vous des décideurs de l'agriculture

Mesdames, Messieurs les décideurs,

Mesdames, Messieurs les observateurs,

Chers collègues,

Il y a maintenant près de trois ans, lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, l'ensemble des décideurs de la société, en provenance de toutes les sphères d'activité, démontreraient une fois de plus qu'ici, au Québec, on sait faire les choses autrement, on sait faire les choses ensemble. Les défis étaient gigantesques. Le premier : procéder au sauvetage de l'État, étouffé par le poids du déficit, lui redonner sa marge de manœuvre, sa liberté d'action, pour ainsi lui permettre de continuer à assumer ses missions essentielles. Tous ont convenu qu'il fallait prendre les moyens pour délivrer l'État du joug de son déficit avant le tournant du millénaire. Tous se sont engagés à faire leur part, à contribuer à cet objectif. Le second défi : la création d'emplois. Avec un taux de chômage dépassant alors 12 %, il importait que le gouvernement et ses partenaires mobilisent leurs énergies sur le front de l'emploi, redoublent d'imagination et d'effort pour édifier une économie plus solide et plus florissante. Aujourd'hui, nous commençons à récolter les fruits de notre effort.

Lors de son récent budget, le ministre d'État à l'Économie et aux Finances annonçait l'atteinte du déficit zéro, un an à l'avance, mettant ainsi fin à la spirale de l'endettement collectif. Maintenant, nous pouvons affirmer, non sans une légitime fierté, qu'il y a de l'ordre dans la maison du Québec. Au chapitre de l'emploi, des progrès sensibles ont également été accomplis. Plus de 67 000 nouveaux emplois ont été créés en 1998. C'est 20 000 de plus qu'en 1997. Le taux de chômage a reculé pour se retrouver plusieurs mois de suite sous la barre des 10 %, un niveau que l'on n'avait pas vu depuis 1990. L'espoir est enfin de retour. La marge de manœuvre retrouvée dans les finances publiques permettra au gouvernement d'appuyer encore plus énergiquement cet objectif de création d'emplois. Ainsi, 300 000 000 \$ ont pu être dégagés pour appuyer des initiatives majeures pour la création d'emplois. On l'aura compris, notre tâche prioritaire consiste maintenant à prolonger cette relance de l'emploi qui se manifeste aujourd'hui dans tous les domaines d'activité. À plus d'un titre, le secteur agricole et agroalimentaire a un rôle clé à jouer pour remettre au travail un nombre toujours plus grand de Québécois et de Québécoises.

Présent dans toutes les régions, représentant près de 9 % du PIB, doté d'un potentiel indéniable de croissance, ce secteur procure de l'emploi à quelque 390 000 personnes, soit un peu plus d'un emploi sur neuf au Québec. Il est ainsi primordial de rassembler les conditions qui permettront à cette industrie de continuer à progresser et à prospérer. Comme décideurs de cette industrie, je sais que vous ne ménagez aucun effort. Je sais que vous avez décidé d'y arriver par la concertation et l'échange, parce que les solutions les meilleures sont les solutions consensuelles.

La Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire de l'année dernière à Saint-Hyacinthe a confirmé l'engagement de l'industrie pour la création d'emplois. Elle a permis à tous ses

artisans de partager une vision commune et de s'entendre sur un grand objectif commun : la croissance. Pour favoriser sa réalisation, faire en sorte qu'il soit engageant, on a voulu lui donner un visage plus familier, plus parlant. Pour cela, il a fallu prendre la mesure de nos ambitions, jouer d'audace. L'exercice en valait la peine puisqu'on a convenu de se donner des objectifs de résultats ambitieux, à savoir, d'ici 2005 : la création de 15 000 nouveaux emplois; l'atteinte de 400 000 000 \$ d'exportations, soit le double des exportations actuelles; la réalisation de 7 500 000 000 \$ d'investissements dans le secteur agroalimentaire; et, d'ici quatre ans, l'accroissement de 10 % de la part des produits québécois sur les marchés internes. Bien sûr, c'est une chose de s'engager à relever le défi de la croissance, mais encore faut-il en établir les moyens. Il faut faire des choix, initier des changements. Il faut en quelque sorte rassembler les conditions qui favoriseront cette croissance. À cet égard, les travaux de la Conférence, le travail réalisé par les comités de suivi, les plans d'action qui en découlent et dont nous discuterons aujourd'hui, sont tous des éléments qui permettent de créer et d'aménager les conditions optimales de la croissance. Outre la synergie et l'enthousiasme qu'elle a suscités chez tous les intervenants, la Conférence a déjà à son actif des retombées considérables. Ainsi, j'aimerais rappeler que la grande majorité des engagements pris par le gouvernement pendant les travaux de l'année dernière ont été réalisés. Notamment : la création d'un fonds d'appui aux exportations de 8 000 000 \$ sur deux ans, partagés en parts égales avec l'industrie; la bonification de 2 000 000 \$ sur deux ans du Programme de recherche du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Dans le domaine de l'agroenvironnement, au cours de la dernière année, les discussions entre les différents partenaires ont été fort constructives, et plusieurs actions ont été mises en œuvre. Je retiendrai ici : la bonification de plus de 80 000 000 \$ du Programme d'aide à l'investissement en agroenvironnement (PAIA), dorénavant doté d'une enveloppe globale de 400 000 000 \$; la création d'un Institut de recherche et de développement en agroenvironnement, en partenariat avec le milieu; la révision de la réglementation sur la réduction de la pollution d'origine agricole; et la réalisation du Portrait agroenvironnemental des entreprises agricoles.

Par ailleurs, je ne saurais passer sous silence le travail réalisé par les membres du comité de concertation sur l'industrie laitière, que j'ai eu le plaisir de présider et dont je tiens à saluer les représentants des producteurs et transformateurs qui s'y sont investis avec ouverture et détermination. Les travaux de cette table ont, en outre, permis d'établir des règles d'approvisionnement pour l'industrie et ainsi assurer la stabilité nécessaire à l'investissement et à la croissance des entreprises. Je ne suis pas peu fier de vous annoncer que les représentants de cette industrie vont signer, aujourd'hui même, une nouvelle convention de mise en marché quinquennale. Compte tenu de la très grande importance de cette industrie au Québec, il y a tout lieu de se réjouir et d'envisager l'avenir avec confiance et optimisme. Les fruits de nos efforts, aussi bien dans le secteur laitier qu'ailleurs, commencent à apparaître au chapitre de la croissance.

À cet égard, les premiers relevés indiquent que nous progressons positivement vers l'atteinte des résultats que nous nous sommes fixés. À la lecture des dernières statistiques, j'ai constaté avec plaisir qu'il s'est créé plus de 4 000 nouveaux emplois dans le secteur de la transformation au cours de l'année. Les exportations devraient atteindre 2 500 000 000 \$, soit une progression de 26 % par rapport à 1996, alors que les investissements à la ferme et à la

transformation sont passés de 800 à 905 000 000 \$, soit un accroissement remarquable de 13 %. Ces bons résultats illustrent le dynamisme de l'industrie et, au premier chef, celui de tous ses artisans qui ont décidé de mettre en valeur tout son potentiel de croissance. Il me semble qu'il s'agit là d'une attitude qui augure d'un avenir des plus prometteurs pour le secteur, mais aussi pour l'ensemble de l'économie du Québec.

Aujourd'hui, nous devons poursuivre ce travail déjà fort bien amorcé. L'objectif premier de la journée sera bien sûr de discuter et d'adopter les plans d'action préparés par les groupes de travail sur chacune des quatre thématiques. Mais il y a plus, nous devons aussi considérer cette journée comme une invitation à nous engager encore plus loin dans des projets concrets, à donner le meilleur de nous-mêmes pour développer tout le potentiel de croissance du secteur et ainsi créer des emplois qui seront une source d'enrichissement pour l'ensemble de la société. Il me fait donc plaisir de déclarer officiellement ouvert le « Rendez-vous des décideurs » de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Je passe maintenant la parole à monsieur Mario Dumais, qui aura pour tâche d'animer nos débats.